

Conclusions d'actualité politique d'Ariane Estenne, présidente du MOC

Torpeur, sidération, colère. L'actualité politique nous assaille de toute part. Afin de dépasser le sentiment légitime de désarroi, identifions quelques constats critiques, tentons d'ouvrir ensemble des perspectives éclairantes, dans un dialogue entre les niveaux national et international, tentons de créer de la puissance d'agir.

L'actualité récente peut globalement être ordonnée selon deux catégories: les blocages et les dérives par rapport au cadre démocratique. Les blocages renvoient à tous les dossiers bloqués. Par quoi sont-ils bloqués? Par le mépris de la population et l'ignorance des acteurs concernés. Par la dogmatique de l'austérité que le MOC dénonce depuis des années. Et enfin, par la mise au rebut des mécanismes de concertation sociale.

De quels dossiers s'agit-il? Des réformes en cours qui concernent chacune des branches de la Sécurité sociale. La liste est trop connue: dominations structurelles qui pèsent sur les femmes et sur les personnes racisées, sur les jeunes, les ainé·es et tous les précaires dans tous les secteurs du soin et de la santé, les aidant·es proches. Citons également la limitation du chômage, des pensions et le renforcement inique du statut de cohabitant·e. Est bloqué aussi le dossier des réformes des aides à l'emploi et leurs conséquences importantes sur les secteurs publics et associatifs, comme sur l'emploi.

En parallèle de ces blocages, nous assistons également à une dérive par rapport au cadre démocratique qui prévalait jusqu'ici dans l'État de droit. Dérives antidémocratiques par

la remise en question du droit d'association et du droit d'expression. C'est le cas pour ce qui concerne la loi Quintin et sa volonté d'interdire des associations considérées comme «radicales». C'est le cas, bien réel et difficile à croire, pour une série d'associations menacées de perdre leurs subsides régionaux car considérées «trop critiques par rapport aux gouvernements». Dérives antidémocratiques aussi en ce qui concerne les droits culturels. C'est le cas pour les attaques virulentes contre le Pacte culturel, l'éducation populaire et tous nos dispositifs de formations citoyennes et émancipatrices. L'éducation permanente n'a jamais été si violemment remise en cause depuis le vote, il y a 50 ans, en avril 1976, de son majestueux Décret. Décret, qui, rappelons-le, à l'époque, avait été voté à l'unanimité du Parlement. Ce qui paraît inconcevable aujourd'hui. Dérives antidémocratiques enfin au sujet du respect de la vie privée et en particulier sur la protection constitutionnelle du domicile. C'est le cas manifestement en ce qui concerne les visites domiciliaires qui introduisent littéralement un droit de perquisition généralisée. Quels garde-fous existent encore quand une ministre ou des porte-paroles politiques s'asseyent sur des décisions de justice et remettent en cause la séparation des pouvoirs?

L'actualité politique est tissée de ces blocages et de ces dérives antidémocratiques graves. Et, si cela est vrai au niveau national, ça l'est tout autant au niveau international, bien sûr, avec la série interminable de dérives antidémocratiques opérées en Palestine évidemment, avec cette dernière décision de réhabiliter la peine de mort. Mais n'oublions pas de nommer non plus la République démocratique du Congo, le Liban, Haïti, la Birmanie, le Yémen et la zone du Sahel. Avec les tentatives de contourner le droit international et de remplacer les institutions internationales légitimes par des clubs clientélistes. Que nous reste-t-il encore pour stopper la fuite en avant du bellicisme, des génocides en cours et des massacres de populations civiles? Que nous reste-t-il pour stopper la fuite en avant entraînée par les moyens abyssaux attribués à la remilitarisation des relations internationales? Nous assistons, impuissant·es, à la réalisation en direct des prophéties d'Orwell et de ses trois fameux slogans: «La guerre, c'est la paix», «L'ignorance, c'est la force», «La liberté, c'est l'esclavage». Ces mots d'Orwell révèlent que le monde marche à l'envers, mais aussi que des choix ont été posés pour imposer la guerre et la brutalité comme politique d'avenir pour la planète. Mais il faut aller plus loin dans le décryptage.

Si nous sommes confronté·es à un néo-impérialisme en mal de zones d'influences, c'est parce que la sortie de la société carbone, avec ses technologies lourdes, exige de nouvelles ressources capables de satisfaire les besoins du capitalisme digital. La guerre, mais aussi de nombreux conflits de moindre intensité, renvoie tantôt à des ressources, tantôt à des accès maritimes, que ce soit en Ukraine, en République démocratique du Congo, au Venezuela, au Groenland, en Iran ou au Liban. L'entièreté des conflits actuels est le fait d'une guerre acharnée pour contrôler les ressources, comme le pétrole et le gaz, les terres rares, tous les minerais, l'eau, potable ou non. La séquence est lisible et cohérente: il s'agit bien du contrôle maximal de l'accès aux ressources et donc du pouvoir d'en user et d'en abuser, même si le prix à payer est le recours à la violence et le mépris de tout cadre de concertation démocratique.

« En Belgique, on peut lire, symboliquement, l'ensemble des politiques menées actuellement sous le prisme d'une véritable guerre matérielle. Guerre matérielle qui oppose les groupes sociaux et dont les armes sont d'une part, la production des inégalités et leur justification décomplexée, d'autre part, l'hyper-accumulation des richesses. »

En Belgique aussi, on peut lire, symboliquement, l'ensemble des politiques menées actuellement sous le prisme d'une véritable guerre matérielle. Guerre matérielle qui oppose les groupes sociaux et dont les armes sont d'une part, la production des inégalités et leur justification décomplexée, d'autre part, l'hyper-accumulation des richesses. Nous devons

bien comprendre que nous sommes au cœur d'une guerre foncièrement matérielle (et non pas seulement culturelle), basée sur le recours brutal aux politiques d'activation néolibérales. Une fois identifiée cette pédagogie de la cruauté – avec sa banalisation et sa normalisation de la violence sociale –, on peut se demander dans quel sens opère réellement le rapport de causalité. On nous prétend que ce serait l'état de guerre qui justifie l'état d'exception et les attaques actuelles contre nos institutions démocratiques, alors qu'en fait, le lien de causalité est renversé. Cet activisme belliqueux n'est qu'un écran de fumée qui cache un désaveu plus fondamental: la limitation drastique de nos droits démocratiques. J'ai tenté de vous décrire ici un premier rouage de la mécanique actuelle: celui qui consiste à utiliser les guerres en cours pour masquer le démembrement volontaire de notre démocratie.

Dans la foulée, un deuxième rouage est nécessaire pour cerner la cause des attaques que nous subissons, nous les corps intermédiaires. Car oui, cela devient communément admis: presque partout, les régimes au pouvoir sont en train de détruire tout ce qui fait «intermédiation» dans la société. Par intermédiation, j'entends tout ce qui structure une pensée et des actes, tout ce qui fait maillage, qui fait tampon, ce qui organise des collectifs entre des individus atomisés ou mis en concurrence et leurs représentant-es politiques. Sont, de ce fait, frontalement attaqués, et réprimés, tous les contre-pouvoirs, à commencer par le principe de séparation des pouvoirs lui-même, les médias de service public, les universités, et bien évidemment le champ associatif et culturel ainsi que son autonomie d'action.

Contre l'idéologie managériale qui prône la soi-disant efficacité et la simplification, au

bénéfice des intérêts majoritaires, au MOC nous défendons une efficacité démocratique. Celle qui réside dans la prise en compte des intérêts minoritaires et, en même temps, dans la force des processus collectifs. Car l'accompagnement des résistances locales, notamment dans nos zones de droit, et les processus collectifs qui en découlent, permettent de gagner en complexité et en créativité, c'est-à-dire, in fine, en intelligence collective, au sens étymologique de l'intelligence, celui de relier des idées, des points de vue, des perceptions situées. Nous pensons qu'à travers la destruction des corps intermédiaires se joue en fait la mise à mal de notre capacité collective à penser ensemble.

« Au MOC nous défendons une efficacité démocratique. Celle qui réside dans la prise en compte des intérêts minoritaires et, en même temps, dans la force des processus collectifs. »

Car l'idéologie managériale ambiante évite en fait toute conflictualité politique, et, par là, élimine notre capacité à construire une pensée émancipatrice: émancipatrice car collective et qui tient compte des spécificités de tous·tes les « minorisé·es ». Ce n'est donc pas, comme le prétend la simplification managériale, dans le chacun pour soi, les un·es contre les autres, à tout prix et dans un flux informe où l'équivoque dissout toute information, que va advenir un monde viable et durable. Et encore moins, comme voudraient le faire croire l'ordre illibéral et l'internationale technofasciste, en remplaçant l'intelligence collective par la haine de l'autre, l'acharnement sur les différences et le refus de penser hors de l'ordre établi.

Ce que menace réellement la gouvernance algorithmique, ce n'est pas l'intelligence humaine qui la produit, mais c'est l'intelligence collective, celle-là même qui est nécessaire justement à une société socialement viable et écologiquement durable. L'intelligence collective est la seule à même de trouver des réponses coconstruites, patiemment concertées, face

aux nombreux désastres qui nous guettent. La seule à même d'imaginer un nouveau pacte d'avenir pour garantir la démocratie de demain. Pourquoi ? Car c'est l'intelligence collective qui permet d'identifier les récits invisibilisés. Car elle rend possible l'intermédiation. Car c'est elle aussi qui permet de repérer les dysfonctionnements générateurs d'exclusions, de façon à faire émerger du sens.

Qui sont les acteurs capables de structurer de tels débats, aujourd'hui, ancrés dans une large base, grâce à des processus délibératifs qui permettent de préciser, de distinguer, de clarifier des idées, grâce à l'apprentissage d'une expérience institutionnelle ? Qui sont les acteurs qui permettent d'élaborer des revendications, en les rendant représentatives, et qui permettent de gagner tout à la fois en complexité et en accessibilité ? Qui façonne ce travail laborieux, ce travail culturel, qui donne forme et force à l'action collective ? C'est le Mouvement ouvrier. Au MOC, nous sommes convaincu·es que nous, les organisations sociales et les associations, le mouvement syndical, mutuelliste et pacifiste, sommes les mieux à même de porter et de faire entendre ces voix, pour résister, pour obtenir des changements, pour faire rupture, grâce au rapport de force, que nous seul·es pouvons imposer, et accompagner politiquement. À partir de notre légitimité, construite année après année, auprès des gens, en les respectant et en leur apportant des solutions concrètes, faites de la défense de chaque droit au niveau global et de solidarités chaudes, au niveau local. Comme l'ont donné à voir les dernières manifestations monstres, dont certainement les deux plus impressionnantes depuis 10 ans, ces 14 octobre et 12 mars dernier. Et ce n'est qu'un début, soyons encore plus nombreux le 12 mai, continuons le combat contre l'Arizona.

Alors, à vous, partis de gauche ici présents : travaillons ensemble, depuis notre place respective, mais ensemble, surtout, pour construire une gauche crédible en vue des prochaines

élections. Si on veut se laisser une chance de regagner du terrain, vous avez à composer avec nous, le mouvement ouvrier, les organisations sociales représentatives, sur un socle commun. Un socle démocratique, social, écologiste, féministe et décolonial. Vous avez à composer avec nous un pacte d'avenir pour la démocratie, face au nouvel ordre digital. Écoutez-nous, sollicitez-nous, mettez-nous au défi. Nous devons travailler ensemble si nous voulons sortir de ces décalages neutralisants, de ces ornières dans lesquelles on nous pousse. Le MOC se tient à votre disposition pour mener ce chantier qui ne peut plus attendre.

Soyons à la hauteur de notre histoire. Soyons à la hauteur de notre pouvoir, qui est par définition collectif, car, comme le rappellent les militant·es contre ICE aux États-Unis : le pouvoir du peuple est bien plus fort que les gens au pouvoir.